



Nouvelles d'Espagne

Economie et finances

N° ECOFIN-8 – du 30 avril au 10 mai 2019

- Le gouvernement remet à la Commission son programme national de réformes (PNR) et le programme de stabilité (PStab).
- La Commission européenne maintient ses prévisions de croissance pour l'Espagne pour 2019 (+2,1 %) et 2020 (+1,9 %).
- Les principales banques espagnoles voient leurs bénéfices diminuer au T1 2019.
- Caixabank publie un plan de réduction son personnel qui concernerait 40% de ses effectifs.

Indicateurs macro		
Croissance PIB (t/t)	+0,6 %	T4 2018
Croissance PIB (g.a)	+2,6 %	
Indice de Production Industrielle (g.a)	-3,1 %	03/19
Dette (% du PIB)	97,1 %	T4 2018
Déficit public (% du PIB)	-2,5 %	T4 2018
Exportations (g.a)	+0,3 %	02/19
Importations (g.a)	+2,2 %	02/19
Inflation sous-jacente (g.a)	+0,7 %	03/19

Marchés financiers		
	Cette semaine	Numéro précédent
IBEX 35	9 117,0	9 506,0
Rendement bon à 10 ans (%)	0,966	0,999
Prime de risque (pp)	1,011	1,005
Emploi		
Taux de chômage (données cvs)	14,1 %	T1 2019
Création d'emplois trimestrielle (données cvs)	+136 400	T1 2019

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

Actualité Economique

MACROECONOMIE

Le gouvernement remet à la Commission le programme national de réformes (PNR) et le programme de stabilité (PStab).

Le PNR présente les priorités du gouvernement pour la prochaine législature. Il prévoit une fiscalité plus progressive et l'élargissement des bases imposables, afin de financer la réduction des inégalités et la transition écologique¹. Du côté des recettes, le gouvernement prévoit de mettre en place deux nouvelles taxes (sur les transactions financières et sur les géants du numérique) et d'augmenter la fiscalité des grandes sociétés. Parmi les mesures de dépenses, il convient de noter : (i) la mise en place d'un fonds d'assurance chômage « à l'autrichienne » et la réduction du nombre de types de contrats pour encourager les contrats à durée indéterminée, (ii) l'universalisation progressive de la scolarisation gratuite de 0 à 3 ans et (iii) une forte augmentation de l'investissement en R&D². Quant au PSTab, il table sur un ralentissement progressif de la croissance (2019 : +2,3 %, 2020 : +1,9 % et 2021 : +1,8 %) et il établit une trajectoire de réduction du déficit (2019 : -2,0 % du PIB ; 2020 : -1,1 % du PIB) moins contraignante que celle établie par le gouvernement de M. Rajoy (Cf. Tableau 1).

La Commission européenne maintient ses prévisions de croissance pour l'Espagne pour 2019 (+2,1 %) et 2020 (+1,9 %).

D'après les prévisions économiques de printemps, la demande intérieure diminuerait légèrement, en ligne avec la fin du report d'achat, l'inflexion du taux d'épargne des ménages et le ralentissement de l'investissement dans un contexte de maturité du cycle. La contribution négative du secteur extérieur à la croissance s'expliquerait en partie par des facteurs temporaires ayant notamment affecté les exportations d'automobiles ; leur dissipation progressive devrait conduire à une contribution globalement neutre en 2020. Ces prévisions de croissance sont globalement en ligne avec le PSTab du gouvernement, mais la Commission prévoit un dérapage du déficit plus important (2019 : -2,3 % du PIB ; 2020 : -2,0 % du PIB).

¹ Le PNR reprend les propositions de « l'Agenda du changement », publié par le gouvernement à la fin de la législature.

² Pour l'établir à 2,5 % du total des dépenses publiques, contre 1,4 % en 2018.



MARCHE DU TRAVAIL

L'obligation pour les entreprises de tenir un registre des heures travaillées entre en application en Espagne. Depuis le 12 mai, les entreprises sont tenues d'établir un registre quotidien des heures de travail effectives réalisées par leurs employés, celui-ci devant inclure l'heure exacte de début et de fin de la journée de travail de chaque travailleur. Les entreprises devront conserver les registres pendant 4 ans et les mettre à disposition des employés, des syndicats et de l'Inspection du Travail, cette dernière pouvant imposer des amendes en cas de non-respect de cette nouvelle obligation. Pour rappel, le gouvernement avait adopté cette mesure en mars dernier via décret royal afin de lutter contre les abus et contraindre les entreprises à payer les heures supplémentaires réalisées par leurs employés.

L'Espagne est le pays développé ayant détruit le plus d'emplois dans les secteurs à forte productivité au cours de la dernière décennie, selon l'OCDE. Dans un [rapport](#) publié fin avril, l'organisme international montre que 483 000 emplois ont été détruits en Espagne entre 2010 et 2017, soit 2,5 % de l'emploi total³. La construction, dont le niveau de productivité est supérieur à la moyenne, constitue le secteur ayant connu le plus de destructions d'emplois durant cette période (-512 000 emplois nets). En revanche, 354 000 emplois ont été créés en Espagne depuis 2010 dans les secteurs à faible productivité, en particulier dans l'hôtellerie (+185 600 emplois nets).

FINANCES PUBLIQUES

L'AIREF considère que la trajectoire de déficit public établie dans le PStab serait « réalisable » jusqu'en 2021. L'autorité de contrôle budgétaire a endossé le cadre macroéconomique du gouvernement, qu'elle considère prudent dans l'ensemble. Dans son avis sur l'actualisation du Programme de Stabilité, l'AIREF considère réalisables les prévisions de revenus et de dépenses, mais table sur un impact inférieur des nouvelles mesures de recettes qui seraient mises en place en 2020 (+4,2 Md € contre 5,6 Md € pour le gouvernement).

Actualité Financière

SECTEUR BANCAIRE

Les principales banques espagnoles voient leurs bénéfices diminuer au T1 2019 (Cf. Tableau 2). Les 6 principales banques espagnoles ont réalisé un bénéfice de près de 4,1 Md € au T1 2019, soit une baisse de 11,4 % par rapport à l'année précédente sur la même période (4,7 Md €). La forte réduction des bénéfices de CaixaBank (-24,3 %) est notamment liée à l'absence de revenus extraordinaires ; celle de Santander (-11,0 %) aux fermetures de succursales au Royaume-Uni et en Pologne. Bankia (-10,8 %) enregistre quant à elle une importante baisse des résultats de ses opérations financières et BBVA (-9,8 %) une hausse de ses provisions pour ses filiales turque et américaine⁴. À l'inverse, après les pertes accumulées l'an dernier par sa filiale britannique, Sabadell stabilise ses bénéfices (-0,4 % g.a.) grâce à une réduction des provisions pour insolvabilité et des coûts d'exploitation⁵. Le taux de créances douteuses est à la baisse pour les principales banques espagnoles et se stabilise entre 2,9 et 4,6 % (hormis Bankia, à 6,2 %). Enfin, le premier trimestre semble marquer un léger rebond du volume total de crédit, en hausse pour la plupart des banques sur le territoire espagnol.

La Banque d'Espagne publie son [rapport de stabilité financière](#) (printemps 2019). Le superviseur espagnol identifie trois principaux facteurs de risque : (i) le ralentissement de l'économie mondiale et l'incertitude géopolitique croissante pouvant entraîner une hausse significative des primes de risque qui impacterait à son tour les prix des actifs financiers, à taux fixe et variable ; (ii) la pression croissante sur la rentabilité des banques espagnoles dans un contexte de marges réduites ; (iii) la hausse des actions en justice contre les banques⁶. La Banque d'Espagne met également en garde contre la hausse du crédit à la consommation ces dernières années, malgré une légère baisse récemment, et à l'augmentation du taux de créances douteuses sur ce type de crédit. Enfin, le superviseur souligne les bons résultats du secteur bancaire en 2018 (+25 % g.a.), principalement dus à la réduction des pertes pour détérioration d'actifs (-16,3 % g.a.) ; cependant, il appelle les banques à améliorer leur solvabilité,

³ La plupart des autres pays ont connu au contraire des créations d'emplois dans ces secteurs, notamment en Allemagne (+701 000, soit 1,7 % de l'emploi total) et en France (+212 000 ; 0,8 % de l'emploi total).

⁴ La baisse de rendement des dettes publiques, qui a entraîné une dépréciation de la valeur des titres à revenu fixe, le ralentissement de l'économie mondiale et les faibles taux d'intérêt expliquent également ces résultats.

⁵ Sabadell a vendu sa plateforme de services immobiliers Solvia fin avril, ce qui lui a permis d'augmenter son ratio CET 1 *fully loaded* (capital de haute qualité). Une nouvelle présidente, Debbie Crosby, a également été nommée à la tête de sa filiale britannique TSB afin de mettre en œuvre un nouveau plan stratégique pour réduire les coûts (suite aux problèmes de migration de la plateforme technologique qui ont coûté 321 M €). Sabadell prévoit que 20 % de ses bénéfices soient générés par sa filiale outre-Manche d'ici 2021.

⁶ Sur ce point, la Banque d'Espagne met en garde le secteur concernant l'impact en termes de coût (jusqu'en janvier 2019, les procès des « clauses planchers » ont coûté 2,2 Md € aux banques) et rappelle que le TJUE se prononcera au S2 2019 sur la légalité de l'indice de référence des crédits immobiliers (IRPH), un indice alternatif à l'euribor, qui concernerait entre 500 000 et 1 million de ménages espagnols.



notamment en réduisant les dividendes distribués aux actionnaires (avec un ratio CET 1 de 12,2 %, l'Espagne occupe l'avant-dernière place du classement européen).

Caixabank conclut un plan de réduction de son personnel qui concernerait 40% de ses effectifs. La troisième banque du pays est parvenue cette semaine à un accord avec les syndicats pour un plan concernant 2 023 salariés (contre 2 157 prévus initialement) et dont le coût s'établirait à 890 M€ d'après la Commission nationale des marchés des valeurs. Le syndicat majoritaire de l'entité, Commissions ouvrières, s'est dissocié de l'accord, considérant comme excessives les conditions liées à la mobilité géographique. Ce plan de sauvegarde de l'emploi est directement lié au plan stratégique 2019-2021 dont l'objectif est d'améliorer la rentabilité de la banque, notamment via la fermeture de 800 agences bancaires en Espagne et le renforcement de la banque digitale. CaixaBank espère réaliser des économies à hauteur de 190 M € par an, sous l'hypothèse que 100 % des employés concernés adhèrent au plan.

La Ministre de l'Économie espagnole a été nommée présidente du Conseil des gouverneurs de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Nadia Calviño occupera ce poste durant un an, en remplacement du vice-président de la Commission européenne Jyrki Katainen. Créée en 1991, la BERD a pour objectif d'encourager la transition vers l'économie de marché des pays d'Europe centrale et orientale. L'Espagne possède 3,4 % du capital social de la BERD.

Tableau 1 – Trajectoires de déficit (% du PIB)

	2019	2020	2021
Ancienne trajectoire	-1,3	-0,5	0,0
Nouvelle trajectoire	-2,0	-1,1	-0,4

Source : Programme de stabilité.

Tableau 2 – Résultats des 6 principales banques espagnoles au T1 2019

	Banco Santander		BBVA		CaixaBank		Banco Sabadell		Bankia		Bankinter	
	T1 2019	Var. an.	T1 2019	Var. an.	T1 2019	Var. an.	T1 2019	Var. an.	T1 2019	Var. an.	T1 2019	Var. an.
Bénéfices (en M €)	1 840	-11,0%	1 164	-9,8%	533	-24,3%	258,3	-0,4%	205	-10,8%	145	+1,4%
Créances douteuses	3,6%	-0,4pp	3,9%	-0,5pp	4,6%	-1,2pp	4,1%	-1,0pp	6,2%	-2,5pp	2,9%	-0,5pp
CET 1 fully loaded	14,8%	+0,4pp	11,3%	+0,4pp	11,6%	0,0pp	11,0 %	-1,0pp	12,6%	-0,1pp	11,8%	-0,2pp
ROE	7,9%	-0,8pp	9,9%	-1,6pp	7,1%	-1,0pp	7,2%	0,0pp	6,6%	-0,9pp	12,6%	-0,7pp

Source : Rapports trimestriels des entités bancaires

Responsable de la publication : Hervé Le Roy

Ambassade de France en Espagne
Service Économique Régional
C/ Marqués de la Enseñada, 10
28004 Madrid

Rédigé par : Tiphane Aymard, Miguel García, Pierre Pérard

Abonnement/désabonnement : espagne@dgtrésor.gouv.fr

Internet : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne

Suivez-nous sur Twitter : @FR_Eco_Iberica



Copyright :

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.